

France-Besançon: Engineering services

OJ S 142/2015 25/07/2015

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Pôle emploi Franche-Comté

Postal address: Service juridique — 2d avenue des Montboucons

Town: Besançon Cedex

Postal code: 25044

Country: France

For the attention of: François Schmitz

E-mail: marches.25060@pole-emploi.fr

Telephone: +33 381544660

Fax: +33 381403611

Internet address(es):

General address of the contracting authority: <http://www.pole-emploi.fr>

Address of the buyer profile: <http://www.pole-emploi.e-marchespublics.com>

Additional information can be obtained from:

Official name: Pôle emploi Franche-Comté

Postal address: 2d avenue des Montboucons

Town: Besançon Cedex

Postal code: 25044

For the attention of: Service juridique

E-mail: marches.25060@pole-emploi.fr

Telephone: +33 381544646

Fax: +33 381403611

Internet address: <http://www.pole-emploi.fr>

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

Official name: Pôle emploi Franche-Comté

Postal address: 2d avenue des Montboucons

Town: Besançon Cedex

Postal code: 25044

For the attention of: Service juridique

E-mail: marches.25060@pole-emploi.fr

Telephone: +33 381544646

Fax: +33 381403611

Internet address: <http://www.pole-emploi.fr>

Tenders or requests to participate must be submitted: Official name: Auprès du point de contact susmentionnés

Postal address: 2d avenue des Montboucons

Town: Besançon Cedex

Postal code: 25044

Internet address: <http://www.e-marchespublics.com>

I.2. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.3. Main activity

Other: Emploi

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Marché de services de bureau d'études techniques pour le suivi et le contrôle de l'exploitation et de la maintenance multitechnique des sites de pôle emploi Bourgogne et de pôle emploi Franche-Comté.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 12: Architectural services; engineering services and integrated engineering services; urban planning and landscape engineering services; related scientific and technical consulting services; technical testing and analysis services

NUTS code FR43 Franche-Comté

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

II.1.4. Information about framework agreement

Framework agreement with a single operator

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue à l'article 29 du décret no 2005-1742 du 30.12.2005, la présente consultation vise à la conclusion d'un marché ayant pour objet l'achat par pôle emploi franche-comté de prestations de services ayant pour objet de suivre et de contrôler la bonne exécution des prestations techniques effectuées par le titulaire du marché d'exploitation et de maintenance multitechnique des sites de pôle emploi Franche-Comté et de pôle emploi Bourgogne.

II.1.6. CPV code(s)

71300000 Engineering services, 71312000 Structural engineering consultancy services, 71318000 Advisory and consultative engineering services, 71330000 Miscellaneous engineering services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1.

Total quantity or scope

Le marché à conclure prend la forme d'un marché simple comprenant des prestations forfaitaires à exécution continue et des prestations à bons de commande sans minimum ni maximum.

II.2.2. Information about options

Options: yes

Description of options: Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une période ferme courant jusqu'au 31.12.2017, puis il est reconductible expressément 2 fois pour une période d'un an calendaire à chaque reconduction. La date de prise d'effet du marché est fixée au 1.1.2016.

Provisional timetable for recourse to these options:
in months: 26 (from the award of the contract)

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: yes

Number of possible renewals: 2

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 26 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract**III.1.1. Deposits and guarantees required****III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them**

Marché financé à partir des contributions et subventions mentionnées à l'article l5312-7 du code du travail (hors fonds communautaires), ainsi que sur les ressources propres de l'institution.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché, périodes de reconduction comprises.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

Les candidats peuvent présenter leur candidature et offre sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire. En cas d'attribution d'un marché à un groupement ayant présenté sa candidature et son offre sous la forme d'un groupement conjoint, la transformation dudit groupement en un groupement solidaire est toutefois exigée.

Le mandataire du groupement, désigné au contrat parmi les membres du groupement, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de pôle emploi et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement candidat à la consultation. L'attention des candidats est également attirée sur le fait que dans le cadre de la présente consultation, un même opérateur économique n'est pas autorisé à présenter plusieurs candidatures et offres en qualité de mandataire d'un groupement et de candidat individuel.

La composition d'un groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des plis et la date de signature du marché auquel le groupement est candidat que dans les cas où le

groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. En ce cas, le groupement peut demander à pôle emploi l'autorisation de continuer à participer à la consultation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation de pôle emploi un ou plusieurs sous-traitants. Pôle emploi se prononce sur cette demande après examen de la capacité financière, technique et professionnelle de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: — décl/honneur de capacité juridique à accéder à la commande publique, certifiant qu'il: a, au 31.12.2014, fait les déclarations lui incombant en mat. Fiscale et sociale et acquitté impôts et cotisations exigibles à cette date, dans les conditions prévues art.8-4° ord. no2005-649 du 6/06/2005; a, au 31.12.2014, mis en œuvre l'obligation de négociation art.L.2242-5 code du travail ou a réalisé ou engagé la régularisation de la situation à la date de sa candidature; n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation inscrite au bull. no2 casier judiciaire pour les infrac. Visées aux art L.1146-1, L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8231-1, L.8241-1, L.8251-1 et L.8251-2 code du travail; ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet en application de art L.8272-4 code du travail; n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation définitive pour infrac. Prévues aux art.222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 422, au 2nd al.art.433-2, au 8ème al. Art.434-9, Au 2nd al.art. 434-9-1, aux art.435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 code pénal, à l'art.1741 code général des impôts et aux art.L.2339-2 à L.2339-4, L.2339-11-1 à L.2339-11-3 code de la défense et à l'art L.317-8 code de la sécurité intérieure; ne pas être exclu des marchés publics à titre de peine principale ou complémentaire prononcée en application art. 131-10 ou 131-39 code pénal; n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens art.L.640-1 code de commerce ou de faillite personnelle au sens art.L.653-1 à L.653-8 même code ou procédure équival. Pour les candidats régis par autre que le droit français; en cas de redressement judiciaire au sens art L.631-1 code de commerce ou procédure équival. Pour les candidats régis par autre que le droit français, la copie du jugement l'autorisant à poursuivre son activité pendant toute la durée du marché, périodes de reconduction comprises.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Déclaration relative à la capacité financière à exécuter le marché indiquant le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le candidat sur chacun des 3 derniers exercices disponibles. Dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Minimum level(s) of standards possibly required: Ne seront pas admises les candidatures des candidats dont le chiffre d'affaires annuel global moyen sur les 3 derniers exercices disponibles communiqués est strictement inférieur à 500 000 EUR HT ou, dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier

lorsqu'il est de création récente, dont les documents produits, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels, n'attestent pas d'une capacité financière supérieure ou égale à ce niveau minimum de capacité.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

Déclaration relative à la capacité technique du candidat à exécuter le marché auquel il est candidaté indiquant les effectifs, au sens de l'article L. 1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années; les principales prestations effectuées au cours des 3 dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Ces références ne font l'objet d'une déclaration du candidat qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits, sauf pour les prestations dont Pôle emploi, l'ANPE, l'unédic ou une assédic ont été destinataires et pour lesquelles une déclaration est suffisante.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Ne seront pas admises les candidatures des candidats dont les effectifs moyens annuels sur la dernière année au sens de l'article L1111-2 du code du travail est strictement inférieur à 4. Ne seront pas admises les candidatures des candidats qui ne justifient pas de titres d'études et professionnels dans les domaines de la maintenance de patrimoine immobilier.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: yes

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Valeur technique. Weighting 50
2. Prix. Weighting 45
3. Développement durable. Weighting 5

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

15.9.2015 - 16:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 120 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Persons authorised to be present at the opening of tenders: no

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

A . Obtention du dce: le dossier de la consultation doit être téléchargé via la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante: <http://pole-emploi.e-marchespublics.com>.

B. Candidature: les candidats remettront un dossier de candidature comportant les renseignements demandés au point iii.2 du présent avis, accompagné d'une lettre de candidature. Les candidats pourront utiliser le modèle de lettre de candidature de pôle emploi. Le cas échéant, les pièces rédigées dans une langue autre que le français sont produites accompagnées de leur traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

C. Renseignements complémentaires: aucun renseignement complémentaire ne peut être obtenu par téléphone.

Les demandes de renseignements complémentaires peuvent:

— être mise en ligne à l'adresse du profil d'acheteur suivante: <http://www.pole-emploi.e-marchespublics>.

Com

— être transmises par courriel à l'adresse suivante : marches.25060@pole-emploi.fr

La date limite de réception des demandes de renseignements complémentaires est fixée au 5.9.2015, la date de réception par pôle emploi faisant foi. Aucune demande ne sera prise en compte au- delà de cette date.

D. Transmission des plis: les plis peuvent être transmis par lettre recommandée avec avis de réception

(ou équivalent) ou remises en mains propres, les jours ouvrés du lundi au vendredi de 8:00 à 12:00 et de 14:00 à 16:00, aux coordonnées correspondantes figurant au point i.1 du présent avis ou via la plate

forme de dématérialisation (<http://pole-emploi.e-marchespublics.com>).

E. Critères de sélection des offres: la valeur technique est appréciée sur 50 % sur la base des critères suivants:

8 % pour l'analyse et la compréhension des enjeux de la mission; 20 % pour la composition, les compétences et l'organisation de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations; 22 % pour la méthodologie retenue pour l'exécution des prestations.

Les aspects en matière de développement durable sont appréciés sur 5 %. Le prix est apprécié sur 45 %.

F. Accord-cadre: le marché à bons de commande est un accord- cadre au sens du droit communautaire.

Les informations à indiquer à la rubrique ii.1.4) du modèle communautaire d'avis figurent aux rubriques

ii.1.5), ii.2) et ii.3) du présent avis.

G. Visites de sites: les candidats devront obligatoirement, pour connaître la configuration exacte des locaux, se rendre sur les sites de:

— dans le ressort de la direction régionale franche-comté, locaux situés 2d avenue des Montboucons et 17a rue Alain Savary à Besançon

— dans le ressort de la direction régionale bourgogne, locaux situés 41 avenue Françoise Giroud 21000 Dijon et 33a rue Elsa Triolet « Parc Valmy » 21000 Dijon.

Attribution de marché pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs: le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs: oui.

Date d'envoi du présent avis au JOUE et au BOAMP: 20.7.2015.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Besançon

Postal address: 30 rue Charles Nodier

Town: Besançon Cedex

Postal code: 25044

E-mail: greffe.ta-besancon@juradm.fr

Telephone: +33 381826000

Fax: +33 381826001

VI.4.2. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures: A. Avant la conclusion du contrat, recours sur la base de l'article l551-1 du code de justice administrative et/ou, contre un acte détachable du contrat, de l'article r421-1 du même code dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité de l'acte attaqué, le cas échéant assorti d'une demande de suspension sur le fondement de l'article l521-1 du même code.

B. Après la conclusion du contrat:

1°) Recours sur la base de l'article l551-13 du même code dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat.

2°) Recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses, dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat, le cas échéant assorti d'une demande de suspension sur le fondement précité et/ou d'une

demande indemnitaire; en cas de demande indemnitaire, recours administratif préalable auprès du directeur régional de pôle emploi franche-comté aux coordonnées en tête d'avis et recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de la décision expresse de rejet ou sans condition de délai (sauf prescription) à défaut.

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

20.7.2015